

# Les prémices du protocole de Kyoto

14 mars 2024 / **Association des climato-réalistes**

par **Jeanne Marcq, une exilée belge**

Article initialement publié pas [Science Climat Energie](#) le 20 août 2021

## Avant-propos.

Ce texte est issu d'un livre en anglais, livre qui n'a jamais vu le jour en 2007, suite à la mise à pied de son auteur par une université française, sous prétexte qu'il y enseignait « ses convictions scientifiques en matière d'environnement et de climat » (sic).

## L'effet de serre

A part l'azote et l'oxygène, le gaz le plus abondant dans notre atmosphère est la vapeur d'eau dont la teneur est éminemment variable dans la troposphère (de 0,2% à 7,6%). John Tyndall conclut dès 1861 que « l'effet de serre » est dû essentiellement à la vapeur d'eau. A noter que le potentiel diffusif thermique induit par la vapeur d'eau est 8 fois supérieur à celui du CO<sub>2</sub>. C'est également ce que montrent les modèles climatiques généraux (GCM). Les deux autres principaux gaz sont le CO<sub>2</sub> (0,04 %) et le méthane (0,016 %). La vapeur d'eau est donc le premier gaz à effet de serre. Il est curieux de constater que le taux de CO<sub>2</sub>, s'il a augmenté régulièrement ces dernières décennies pour atteindre actuellement un peu plus de 400 ppm, reste de loin largement inférieur à ce qu'il était au Paléozoïque ou au Crétacé.

L'hypothèse du réchauffement climatique d'origine humaine existe depuis les années 1880. Svante Arrhenius, en 1896, a établi sur base de la chimie physique des estimations selon lesquelles l'augmentation de dioxyde de carbone atmosphérique (CO<sub>2</sub>) devait augmenter la température à la surface de la Terre par effet de serre. C'était une hypothèse scientifique peu connue montrant que brûler des combustibles fossiles augmenterait le CO<sub>2</sub> atmosphérique, induirait un réchauffement planétaire et donc justifierait le réchauffement climatique en cours depuis la fin du Petit Âge Glaciaire.

Avant les années 1980, cette hypothèse était généralement considérée comme une curiosité parce que les calculs du XIXe siècle indiquaient que la température moyenne de la planète aurait dû augmenter de plus de 1 °C en 1940, ce qui n'a pas été le cas. D'autre part, la théorie à la mode de « l'effet de serre » n'est pas valide d'un point de vue thermodynamique (voir [Geuskens, 2019](#) et [2020](#)).

## Les débuts de la lutte contre le réchauffement climatique

### Suède

Tout cela remonte au début des années 70, quand Olof Palme est devenu Premier ministre suédois. En 1973, la première crise du pétrole s'est produite. **Le météorologue suédois Bert Bolin, un grand ami de Palme, a proposé, à la suite de la théorie d'Arrhenius, la chaîne cause-conséquence de l'augmentation du CO<sub>2</sub>, de l'augmentation de la température mondiale, de la fonte des glaciers et de l'élévation du niveau de la mer.** Dès 1975, la crainte d'une augmentation future de la teneur en CO<sub>2</sub> atmosphérique a été énoncée dans la déclaration gouvernementale suédoise. Olof Palme a immédiatement vu dans ces menaces, de nouvelles possibilités pour argumenter contre et quitter la dépendance pétrolière afin de construire rapidement leur industrie nucléaire (« *si nous n'avons pas en 1990 au moins 24 centrales nucléaires, elle ne survivra pas en tant que nation industrielle* »).

Olof Palme s'étant rendu compte qu'il ne serait pas en mesure de contrôler la science, a donc proposé la création d'un nouvel organe intergouvernemental au sein des Nations Unies pour traiter la question, l'IPCC, l'International Program for Climate Change. Selon le professeur Ahlgren, les prémisses des politiques climatiques actuelles sont issues de sessions de discussion privées entre Olof Palme et son ami le climatologue Bert Bolin, apparaissant cette fois comme 'climatologue'. La première ministre norvégienne G.H. Brundtland, qui avait été ministre de l'Environnement, a saisi le message et l'a mis en lumière dans le rapport Brundtland de 1988. **En 1988, Bert Bolin a donc créé l'agence des Nations Unies IPCC et en est devenu le premier président avec une mission de base : « documenter le réchauffement climatique anthropique », l'objectif « politique » ayant été décidé avant le début du projet.** L'impact du Soleil a été délibérément mis de côté « parce qu'il s'agissait d'un projet de météorologie et d'océanographie », a-t-il dit, et « personne n'a pu prouver que nous avons tort ». Cette idée est toujours cultivée de nos jours. La Suède a pris l'initiative et l'entière responsabilité de l'hystérie politique sur le réchauffement climatique, récemment reprise par l'étudiante *Greta Thunberg*, dont un ancêtre est *S. Arrhenius* ...

### Grande Bretagne

En outre, en 1979, Mme Margaret Thatcher, une chimiste, est devenue Premier ministre du Royaume-Uni. Sir C. Tickell, ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'ONU, avait souligné que presque tous les hommes d'État internationaux sont scientifiquement analphabètes, de sorte qu'un homme politique scientifiquement cultivé pourrait gagner n'importe quel débat au sommet sur une question qui semblait dépendre de la compréhension scientifique. Thatcher a commencé à faire campagne sur le réchauffement climatique lié aux activités humaines à chaque réunion du sommet de l'ONU et la tactique a bien fonctionné. Elle profita de cette opportunité pour s'opposer encore plus à la trop longue grève des mineurs britannique qui s'éternisait grâce à la ténacité du leader syndicaliste surnommé Ken the Red. L'utilisation des centrales au charbon a ainsi été rejetée par le Royaume-Uni au prétexte que ces dernières émettaient du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, mais que ce n'était pas le cas pour les centrales nucléaires. **Le réchauffement a donc servi d'excuse pour fermer les mines de charbon non rentables du Royaume-Uni tout en le remplaçant par l'énergie nucléaire.** Mme Thatcher a rapidement obtenu le respect international souhaité et le Royaume-Uni est devenu le principal promoteur de la question du réchauffement climatique. Des hommes politiques d'outre-mer l'ont suivie et ont porté la question pour évaluation à l'attention de leurs fonctionnaires. Ils ont également signalé **que, bien que scientifiquement douteux, le « réchauffement planétaire » pourrait avoir une importance économique.** Malheureusement, les accidents de Three Mile Island et de Tchernobyl ont ébranlé la confiance du public dans la technologie nucléaire, notamment celle des écologistes. Depuis, la privatisation de la production d'électricité britannique de l'approvisionnement en électricité a mis en évidence que l'électricité nucléaire britannique coûtait en

apparence quatre fois plus chère que celle produite par le charbon local, largement subventionné par l'état. Le réchauffement de la planète est devenu la seule excuse restante pour justifier des installations nucléaires devenues impopulaires, certes, mais nécessaires et stratégiques pour l'armement nucléaire britannique, en retard par rapport à la France.

Ainsi, dès le début de la campagne Thatcher sur le réchauffement climatique, le **Hadley Centre for Climate Prediction and Research** a été créé, et les Conseils nationaux de recherche scientifique et appliquée ont été encouragés à accorder la priorité au financement de la recherche sur le climat.

Mais, en 1990, la recherche sur le réchauffement climatique a perdu une part de ses crédits lorsque M. John Major a remplacé Mme Thatcher au poste de Premier ministre. Le Hadley Centre a néanmoins pris de l'importance en devenant une des agences opérationnelles du groupe de travail scientifique du GIEC (Groupe de travail 1). Le travail de la plupart des scientifiques dépend des fonds fournis en tout ou en partie par les gouvernements.

Les fonds disponibles pour la recherche diminuaient, et le réchauffement planétaire était devenu la question « scientifique » qui intéressait le plus les gouvernements pour des raisons économiques. **Une pression particulière a donc été exercée sur les chercheurs – menaces pour leur future carrière – afin d'éviter de publier des vérités scientifiques concernant l'origine réelle du réchauffement climatique et ainsi, nuire au financement de la recherche des collègues « main stream ».** Mais ne pas proclamer « la vérité scientifique » ne signifie pas que de nombreux scientifiques croyaient en l'hypothèse du réchauffement planétaire.

En 1992, le gouvernement J. Major a rétabli comme priorité, celle du financement de la recherche sur le climat. Ce revirement devait permettre, notamment suite à la Guerre du Golfe et son impact potentiel sur l'approvisionnement énergétique du pays, de poursuivre le développement de son armement nucléaire. En outre, les organisations écologistes faisant encore partie du grand public, ont décidé d'utiliser la question climatique devenue utile pour justifier leurs revendications.

## États-Unis

Les États-Unis sont l'économie la plus puissante du monde et le consommateur d'énergie le plus gourmand. Si tous les pays adoptaient des « taxes sur le carbone » comme stipulé par l'IPCC ou d'autres réductions de l'activité industrielle génératrice de gaz à effet de serre, chaque pays industrialisé non américain bénéficierait d'avantages économiques par rapport aux États-Unis. Ainsi, beaucoup d'hommes politiques de nombreux pays se sont joints à Mme Thatcher pour exprimer leur inquiétude face au réchauffement climatique. Elle a soulevé une question devenue de politique internationale et est ainsi apparue comme une femme politique internationale fort influente.

En général, les États-Unis craignent de perdre leur suprématie économique au profit d'autres nations, alors que ces dernières souhaitent acquérir un même niveau de développement. L'adoption universelle de « taxes sur le carbone » ou d'autres réductions proportionnelles de l'activité industrielle procureraient des avantages relatifs à ces autres nations. Malheureusement, si les pays industrialisés adoptaient ces mesures, ils augmenteraient aussi leurs coûts de fabrication, de transport et de besoin en énergie et **perdraient donc ainsi leur compétitivité économique et leur activité industrielle** au profit de tous les autres. Les pays en voie de développement ne peuvent pas se permettre des avancées technologiques et économiques qui leur seraient profitables et réduiraient également l'augmentation de leurs émissions de CO<sub>2</sub> au fur et à mesure de leur développement. Ils ont donc cherché à obtenir des transferts de technologie et une aide économique substantielle de la part des pays développés. **Le réchauffement climatique anthropogénique est devenu un enjeu politique international majeur. Le risque imaginé est devenu un risque économique réel sous la forme de politiques gouvernementales proposées pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.**

Le Sommet de Rio de 1992 a proposé des mesures pour en limiter les émissions et le Protocole de Kyoto négocié lors de la COP3 de décembre 1997 a visé à **établir des accords contraignants engageant les États-parties gros émetteurs à respecter ces contraintes**. Bien qu'il n'y ait pas de risques réels ou potentiels de réchauffement planétaire, les effets des contraintes imposées sont sciemment reconnus comme susceptibles d'induire des dommages économiques réels et graves aux nations industrialisées.

Début des années 1990 **également au plus fort du réchauffement climatique Greenpeace International a mené une enquête auprès des 400 climatologues les plus réputés au monde, mais jamais publiée**. Greenpeace avait espéré faire connaître les résultats de cette enquête à l'approche du sommet de Rio, mais lorsqu'ils ont terminé cette enquête, ils n'ont fait que très peu de publicité sur ses résultats. Et pour cause, en réponse à cette enquête, seulement 15 climatologues étaient prêts à dire qu'ils croyaient au réchauffement climatique, alors que la majorité des chercheurs l'utilisait de façon opportuniste pour leurs demandes de crédit et justifier leur emploi. Cette enquête a été très vite remplacée par *"The great majority of the world's climate scientists have no doubts about the reality of global warming if nothing is done to cut greenhouse gas emissions. Yet so far governments have been reluctant to act."* (The Greenpeace Report. 1990, publ 1992, voir référence en bas d'article). Par conséquent, toute demande de soutien financier devait faire référence à « la réalité » du réchauffement climatique pour être retenue.

Les pressions exercées par les pairs dissuadent d'ailleurs toujours les scientifiques de mettre en danger par leurs publications la réputation de leurs collègues et les crédits de recherche demandé par leur labo.

**Par ailleurs, une nouvelle génération de chercheurs (*Homo informaticus*) est apparue surtout dans les années 1980. Ils ont dédié leur recherche au développement de manipulations informatiques appliquées aux données climatiques (par ex. la « Hockey cross des températures de M.Mann), réapparue en 2021 dans le dernier rapport du GIEC, voir également [ici](#)) plutôt que de la compréhension des faits naturels**. Ils sont donc persuadés de détenir « la vérité » à savoir le réchauffement est anthropique. Les modélisations géologiques prévisionnelles avec des données simples donnent souvent des réponses avec une marge d'erreur supérieure à 50 %. Les modélisations climatiques ont le mérite d'exister et d'essayer d'estimer, à partir de scénarios extrêmes, la façon dont notre système va fonctionner dans le futur. Néanmoins, un modèle est simplificateur par essence et dépend à la fois de paramètres et de bases de données sciemment choisis. Mais les différents rapports IPCC ont toujours considéré leurs résultats de modélisation comme des certitudes, en les simplifiant pour les « décideurs ».

Lors de son Assemblée générale de 1990, l'Église presbytérienne a fait part de sa « grave préoccupation » à l'égard du réchauffement de la planète, lorsqu'elle a averti que « la tendance au réchauffement de la planète (l'effet de serre) représente l'un des plus graves défis environnementaux mondiaux pour la santé », la sécurité et la stabilité de la vie humaine et des écosystèmes naturels. La Fédération luthérienne mondiale (LWF), l'Alliance ACT, le Conseil œcuménique des Églises (COE) et « Bread for the World » ont appelé les dirigeants du monde entier à prendre des mesures rapides et coordonnées pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C en tant qu'obligation humanitaire et éthique, en d'autres termes de lutter contre le « **God Punishment** » (cf. synthèse dans Bloomquist, 2009, voir régence en bas d'article). Seuls, les musulmans n'ont pas suivi dans un premier temps, ce point de vue.

## L'officialisation du scepticisme climatique

Une pétition intitulée « Repenser la politique climatique » ("Rethink climate policy"), lancée par **l'Initiative de Stockholm** en 1992, exprime les préoccupations de ceux qui n'ont pas été contaminés par la peur du climat, tant auprès du grand public que de la communauté scientifique éduquée. Cette pétition était une lettre ouverte adressée au président de l'UE, le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt, et qui a été rendue publique par G. Ahlgren. Cette pétition a reçu une foule de signatures, atteignant les 1200. Parmi les plus éminents, Richard S.

Lindzen et S. Fred Singer, deux pionniers emblématiques de la science du climat.

« L'Initiative de Stockholm » était initialement une démarche à but non lucratif, politiquement et économiquement indépendante vouée à la promotion de politiques rationnelles en matière de climat, d'énergie et d'environnement. G. Ahlgren a déclaré : « *Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que notre pétition influence le paysage politique immédiat, mais nous le voyons comme un outil pour rassembler et créer une opinion contre les initiatives politiques actuelles et à venir. Grâce à des mesures économiques, ces politiques détruiront l'environnement et l'économie sans avoir d'effet positif sur le climat mondial. Les politiciens dépendent des électeurs. – Si nous pouvons créer un avis contre la politique climatique en Suède, l'un des pays les plus fondamentalistes d'Europe à cet égard, nous pouvons obliger les politiciens à nous écouter. Dans ce cas, nous pourrions changer le monde.* » Ce jour, toutes les traces de cette première "Stockholm Initiative" ont été effacées du Web après 2007 et remplacées par plusieurs sites web du même nom, mais pro-GIEC.

Depuis, en novembre 1995 la Déclaration de Leipzig a contesté les affirmations de l'IPCC (traduit à cette époque en France par le label GIEC) sur le réchauffement climatique d'origine anthropique. Cette déclaration a été rédigée à la suite de cette conférence et a été signée par plus de 1500 scientifiques du monde entier. Nous sommes très loin du consensus scientifique affiché par le GIEC. Actuellement beaucoup de chercheurs n'osent pas signer les pétitions de peur de perdre leurs crédits de recherche ou leur emploi. Le succès de l'initiative CLINTEL de 2019 a été plus mitigée par peur de représailles pour les scientifiques en activité.

## Conclusion

**Beaucoup de choses ont été effacées ou oubliées depuis le développement du concept de réchauffement climatique induit par l'homme. La question du réchauffement anthropique de la planète est essentiellement politique, elle a été construite sur le détournement scientifique de faits climatiques anodins à l'échelle de la variabilité climatique de l'Holocène.** Elle a provoqué le « Sommet de la Terre » auquel ont participé plusieurs chefs d'État à Rio de Janeiro en juin 1992 et qui est à l'origine du Protocole de Kyoto au Japon en décembre 1997. Les gouvernements ont divers motifs, voir prétextes fallacieux de s'intéresser au réchauffement de la planète. Chaque gouvernement a ses propres intérêts particuliers pour justifier une implication dans la lutte contre le changement climatique mais, dans tous les cas, les motifs sont depuis les années 1980 surtout liés aux politiques économiques internationales et aux équilibres stratégiques. Actuellement, cette question est un enjeu politique et surtout économique (marchés) mondial compliqué par l'ingérence des multinationales comme les GAFSA. **Les aides aux pays en voie de développement pour lutter contre le changement climatique se révèlent être une modalité d'asservissement politico-économique aux grandes puissances.**

## Notes

Bloomquist, Karen L. editor.

God, Creation and Climate Change: Spiritual and Ethical Perspectives LWF Studies, 2009  
on behalf of The Lutheran World Federation—A Communion of Churches, 180p

Global Warming: The Greenpeace Report. 1990. Oxford University Press, New York. 554 pages. First Published April 1, 1992, [ici](#).

14 mars 2024 dans Effet de serre, Politique climatique.

---

## Articles en rapport



Critique objective du



L'alarmisme climatique

**Notre antenne d'Illkirch a déjà organisé 2 événements :**

Le vendredi 2 juin 2023 sur le thème « Faut-il avoir peur du climat ? » présentée par le mathématicien Benoît Rittaud, président de notre association.

Nouvelle conférence organisée à Illkirch le 11 janvier 2024, sur le thème « [Faut-il craindre la transition énergétique voulue par l'UE ?](#) » animée par Drieu Godefridi

**Bientôt une nouvelle antenne de l'association à Toulouse.**

**« Quand l'écologie se heurte  
au principe de réalité ... »**

**SALLE SAN SUBRA**

2, rue San Subra -31000 Toulouse

**Vendredi 12 avril 2024 à 19h30**

Accueil du public à partir de 19h

Conférence de  
**Christian Gérondeau**

*Ingénieur polytechnicien, essayiste,  
auteur de nombreux ouvrages  
alertant sur les dérives et  
conséquences socio-économiques  
d'une écologie devenue dogmatique.*



[Mentions légales](#)   [Nous contacter](#)

Gérer le consentement